

Le travail à la demande n'est pas un passe-temps. C'est un vrai travail.

Communiqué de presse

Le 8 octobre 2021

TORONTO – Le 7 octobre, Journée mondiale pour le travail décent, les livreurs et livreuses sur plateformes numériques sont descendus dans la rue – leur lieu de travail – pour exiger que l'Ontario accorde aux travailleurs et travailleuses à la demande des conditions de travail décentes (#MakeGigWorkDecentWork).

Pendant que les membres du Collectif du travail à la demande (Gig Workers United) se rassemblaient à Queen's Park pour y promouvoir la déclaration des droits des travailleuses et travailleurs à la demande – une initiative commune du Collectif et de la Fédération du travail de l'Ontario – au moins deux bannières étaient déroulées, une au-dessus de l'autoroute et une depuis le toit du marché Kensington, toutes deux affichant le message suivant : « Gig work is real work. Make it decent work » (Le travail à la demande n'est pas un passe-temps. C'est un vrai travail.)

Cet été, le Comité consultatif ontarien de la relance du marché du travail (CCORMT) s'est penché sur les changements technologiques, la définition de lieu de travail et les tendances mondiales qui façonnent l'avenir du travail. Ses recommandations auront une incidence directe sur l'avenir du travail à la demande en Ontario. Malheureusement, les travailleurs et travailleuses de l'économie du travail à la demande n'étaient pas du tout représentés au sein de ce comité.

« Étant donné que le CCORMT – un comité sans aucune représentation des travailleurs et travailleuses – se prépare à rendre public son rapport et ses recommandations sur l'avenir de notre travail, il fallait descendre dans la rue pour s'assurer que la voix des travailleurs et travailleuses soit entendue, déclare Jennifer Scott, présidente du Collectif du travail à la demande. Tous les travailleurs et travailleuses, et non pas uniquement ceux et celles des plateformes numériques, doivent être préoccupés par les normes d'emploi, et il faut tenir une discussion publique sur le sujet. »

« La Fédération du travail de l'Ontario (FTO) défend les droits de tous les travailleurs et travailleuses. En Ontario, la précarité des emplois ne cesse de gagner du terrain, et de grandes entreprises profitent de la situation pour enrichir une poignée d'employeurs et d'investisseurs. Tout cela est inacceptable, déclare Patty Coates, présidente de la FTO. Le gouvernement Ford a prouvé qu'il ne protégerait pas les travailleurs et travailleuses de l'Ontario contre l'exploitation. La FTO appuiera les travailleurs et travailleuses à la demande qui cherchent à se syndiquer et à se faire entendre. »

« Les travailleurs et travailleuses de l'ensemble du pays, et pas seulement de l'Ontario, doivent s'inquiéter de la précarisation d'un nombre toujours plus grand d'emplois, déclare Jan Simpson, présidente du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes. Vous occupez un emploi régulier, alors pensez-y bien : si le travail à la demande ne coûte presque rien et que ceux qui l'accomplissent sont relégués à une sous-catégorie de travailleurs et travailleuses, combien de temps faudra-t-il à votre employeur pour comprendre l'avantage des emplois à la demande plutôt que des emplois réguliers? Le STTP est résolu à se battre contre cet engrenage et à soutenir la lutte pour un monde du travail juste et équitable. »

Le Comité consultatif ontarien de la relance du marché du travail n'a pas encore publié son rapport et ses recommandations ni fourni la date à laquelle il entend le faire.

-30-

Information : Emilie Tobin, service des communications du STTP, 613-882-2742 ou media@cupw-sttp.org.